

## Les indépendantistes

Après avoir pris la présidence du Congrès avec l'aide de l'Éveil océanien en 2019, les indépendantistes sont en passe de devenir majoritaires et de récupérer la présidence du gouvernement. Une nouvelle fois grâce à l'Éveil océanien, qui a discuté avec les deux camps jusqu'à la dernière minute.



Pour la première fois depuis 40 ans, le gouvernement devrait passer aux mains des indépendantistes.

Photo Thierry Perron

**Jean-Frédéric Gallo**

Les listes ne seront certes rendues publiques dans leur intégralité que mardi prochain, après avoir obtenu la validation officielle du haut-commissariat. Mais déjà, on sait que pour la première fois depuis 40 ans et à la veille de la sortie des accords, le 17<sup>e</sup> gouvernement devrait être aux mains des indépendantistes grâce à l'alliance formée entre l'Éveil océanien et l'UC-FLNKS.

### ALLIANCE ESPÉRÉE JUSQU'AU BOUT

Jusqu'à la limite du dépôt officiel des listes des candidats des différents groupes du Congrès (jeudi soir, minuit), l'issue a été incertaine. À 23h05, les Loyalistes discutent encore avec une délégation de l'Éveil océanien pour établir les modalités d'une alliance. Quelques instants plus tard, tandis que des responsables du mouvement pour le maintien de la Calédonie dans la France

attendent la venue de Milakulo Tukumuli, la nouvelle tombe. Bluff ou décision de dernière minute ? Toujours est-il que les négociations ont dû être âpres et les exigences ont dû être considérables.

L'Éveil océanien s'est finalement allié avec le groupe UC-FLNKS. Un groupe qu'il avait intégré en 2019, pour, à l'époque, veiller à « faire respecter les équilibres ». Ce ralliement avait permis à Roch Wamytan de prendre la présidence du Congrès. Ce choix apporte donc mécaniquement aux indépendantistes un sixième siège à l'exécutif contre cinq pour les Loyalistes et Calédonie ensemble.

« Plus d'ambiguïté concernant le positionnement des responsables de l'Éveil océanien. »

La donne change et les indépendantistes tiennent à présent les deux institutions du pays. Un véritable « déni de démocratie » pour les Loyalistes. Rappelant les résultats des dernières élections provinciale et référendaire



Ruffenach Virginie et les Loyalistes ont attendu jusqu'à la dernière minute un éventuel ralliement.

Photo Thierry Perron

en faveur des partisans du maintien de la Calédonie dans la France, Virginie Ruffenach, présidente du groupe Avenir en Confiance au Congrès, estime que « ce choix est totalement contraire à celui des Calédoniens ».

« Nous avons laissé la porte ouverte à l'Éveil océanien jusqu'à la dernière minute », affirme la responsable, qui a déposé la liste à 23h50 jeudi soir. « La position de Milakulo Tukumuli est maintenant claire, il est dans le camp de l'indépendance ». Pour

Génération NC, composante des Loyalistes, « il n'y a plus d'ambiguïté non plus concernant le positionnement des responsables de l'Éveil océanien », indique Nina Julié, porte-parole et cofondatrice du parti. Je précise bien responsables puisque la majorité de leurs électeurs sont pour le maintien de la Calédonie dans la France ». La responsable constate que « les indépendantistes poursuivent leur politique de déstabilisation. Après avoir semé le trouble dans l'économie avec les

blocages de la SLN et de Vale et créé de l'insécurité pour que le plus grand nombre de gens quittent la Calédonie, ils déstabilisent les institutions ».

### THIERRY CORNAILLE UN TEMPS PRESSENTI

De son côté, Calédonie ensemble avait souhaité que le nouveau gouvernement soit envisagé comme un gouvernement de « salut public ». C'est le nom de Thierry Cornaille qui faisait l'unanimité pour représenter le parti. « Il avait accepté sous réserve que sa candidature fasse l'objet du plus large consensus », indique le parti.

Sauf que « les démarches que nous avons entreprises auprès des différentes formations politiques, indépendantistes comme non-indépendantistes, ont été infructueuses, chacune d'entre elles ayant décidé de privilégier une logique partisane. « Le parti, assuré d'avoir un siège, a finalement choisi de porter Joseph Manauté, directeur du parc provincial de la Rivière Bleue, » pour que ses compétences en développement durable soient mises à profit dans le cadre du futur gouvernement ».

## « Le système politique est sexiste »

**SOCIÉTÉ.** Dix hommes et une femme : la probable composition du prochain gouvernement exaspère des associations féministes, le collectif Femmes en colère et l'UFFO en tête.

Le 17<sup>e</sup> gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ne devrait compter qu'une seule femme, Isabelle Champmoreau. C'est une de moins que dans le précédent gouvernement, puisque Valentine Eurisouké est appelée à céder sa place, et c'est insupportable pour plusieurs associations féministes, qui ont exprimé leur écoeurlement ce week-end. Le collectif Femmes en colère s'est fendu d'une lettre ouverte cinglante, samedi soir. « *Les partis politiques terreaux du patriarcat continuent de marginaliser les femmes en les écartant de la gestion des affaires publiques* », faisant preuve d'un « *sectarisme primaire qui n'est plus tolérable.* »



Françoise Caillard (2<sup>e</sup> à droite), Valentine Holle (3<sup>e</sup> à droite) et le Collectif des femmes en colère, lors de la marche organisée en novembre 2019.

Photo archives LNC

Vingt et un ans après le « combat » pour l'application de la loi sur la parité sur les listes électorales, rem-

porté « *face à un système d'opposition politique masculine dominante* », « *les esprits n'ont pas évolué* », estime

l'association présidée par Françoise Caillard et Valentine Holle. Son diagnostic est sans appel : « *le système*

*politique calédonien est discriminatoire et sexiste* ». Le collectif milite pour « *la mise en place d'un plan pays de lutte contre les violences faites aux femmes* », quelle que soit leur forme.

### « TOUS LES PARTIS » CONCERNÉS

Quelques heures plus tôt, l'Union des femmes francophones d'Océanie avait tiré la première salve. L'UFFO « *exige* », dans l'organisation du prochain exécutif, la création d'un secteur « *exclusivement dédié aux droits des femmes* ». Elle « *constate* » que « *le sexisme en politique, le manque de parité au sein du gouvernement, la discrimination, et les violences perdurent* » malgré la mise en place du secteur de la Condition féminine, en 2004.

L'organisation présidée par Sonia Tognia déplore « *une véritable régression et un manque réel de considération de la femme, et ce, pour tous les partis politiques établis* », et se demande « *quelle place le pays veut donner aux femmes* ». Les deux associations appellent à la mobilisation mercredi à 13 heures devant le gouvernement, à Port Moselle, à l'occasion de l'installation du nouvel exécutif.

Gilles Caprais

**Responsable.** Spécificité de l'accord de Nouméa, l'exécutif de la Nouvelle-Calédonie est un gouvernement collégial élu par le Congrès et responsable devant lui. Il s'agit d'une attribution essentielle du Congrès, écrit l'institution boulevard Vauban.

**Le 16<sup>e</sup> gouvernement** était constitué de quatre membres de l'Avenir en confiance, un de l'Éveil océanien, un de Calédonie ensemble, deux de l'UNI et trois de l'UC-FLNKS et nationalistes. Le nouvel exécutif ne peut entrer en fonction tant que son président n'est pas élu.

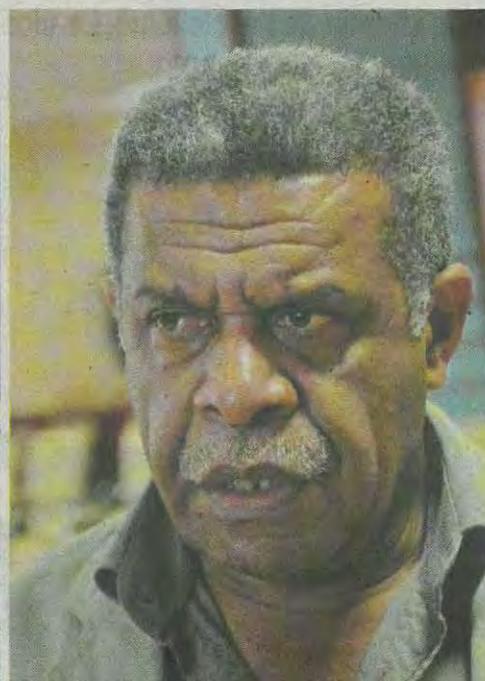
# favori pour la présidence

## Qui dans le fauteuil ? L'UC et l'UNI doivent s'accorder

Tout paraissait limpide, ces derniers jours, à entendre des représentants indépendantistes et autres militants loyalistes. Sitôt les listes déposées et connues, une équation politique se profilait. Avec le ralliement de l'Éveil océanien, l'UC-FLNKS et nationalistes décrochait quatre membres du 17<sup>e</sup> gouvernement. Et, confortés par les deux candidats de l'UNI fraîchement élus, les partisans pro-Kanak empochaient la présidence de l'exécutif. Historique. Le schéma demeure toujours juste sur le papier, et probable. Samuel Hnepeune, personnalité de la société civile, est le favori pour occuper le fauteuil de président. Toutefois, mardi en toute fin d'après-midi, un communiqué signé de Charles Washetine, pour le bureau politique du Palika, est venu glacer cette perspective. Ou, du moins, apporter quelques précisions.

« Il est impératif d'impulser les grandes réformes sociétales attendues par tous. »

Le « renouvellement de l'exécutif constitue une formidable opportunité pour ancrer définitivement le pays dans la voie de son émancipation dans l'esprit de l'accord de Nouméa » écrit le Parti de libération kanak qui évoque alors la nécessité d'« une rupture avec le mode de gouvernance actuel » mais aussi « avec les politiques publiques partisans dictées par le patronat et les multinationales bien souvent au détriment de l'intérêt général ». Pour Charles Washetine, « il est impératif d'impulser les grandes réformes sociétales attendues par tous dans le cadre d'une économie solidaire respec-



Samuel Hnepeune et Louis Mapou, respectivement leaders des listes UC et UNI pour l'élection des membres du 17<sup>e</sup> gouvernement, sont au cœur d'un enjeu majeur, celui des discussions pour la présidence.

Photos Thierry Perron et Archives LNC

tueuse de l'environnement ». La conclusion du communiqué est sans équivoque : « en donnant la possibilité aux candidats UNI d'accéder à la présidence du prochain gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, les conseillers afficheront ainsi leur volonté de sortir du statu quo et du conservatisme ambiant ».

Quelle est la possible lecture entre les lignes ? Le profil du candidat Samuel Hnepeune, tête de la liste présentée par le groupe « UC-FLNKS et nationalistes et l'Éveil océanien », ne séduit pas vraiment du côté du Palika et de l'UNI. Le Drehu est l'ancien président du Medef-NC, une structure patronale aux orientations économiques bien éloignées des convictions de la formation « Union nationale pour l'indépendance ». De plus, le conflit autour du projet de cession de l'usine Vale NC est venu ajouter une

couche de malentendus. Samuel Hnepeune, sous la bannière de NC Eco, a alerté sur les difficultés financières des sous-traitants, et a demandé, avec ses collègues de la fédération, l'arrêt immédiat des blocages. Alors que des militants de l'UNI, membres actifs du collectif « Usine du Sud = usine pays », défendent farouchement la maîtrise de la ressource. Quel résultat, désormais ? Les dirigeants de l'UC et de l'UNI échangeaient encore mardi soir sur les détails de la séance d'élection. Charles Washetine et ses camarades vont certainement marquer le coup. Mais de-là à laisser filer l'opportunité d'empocher une présidence indépendantiste au gouvernement, non. La démission du 2 février n'aurait servi à rien, et un fait historique à la veille du troisième référendum serait manqué.

## REPÈRES

### Loyalistes

Jusqu'à présent, les seize gouvernements calédoniens qui se sont succédé depuis la mise en place des institutions de l'accord de Nouméa ont été présidés par des personnalités non indépendantistes, dont aucune issue de la communauté kanak.

### Indépendant

Avec ses trois élus au Congrès, l'Éveil océanien a la capacité de faire basculer la majorité dans l'un ou l'autre camp, loyaliste ou indépendantiste. « C'était pour nous le seul choix intelligent. Nous ne partageons pas la même vision avec l'AEC (L'Avenir en confiance) sur l'avenir de l'usine de Vale et l'impasse budgétaire », a expliqué à l'AFP, Milikulo Tukumuli, leader de l'EO, qui se revendique « indépendant et non indépendantiste ».

### Déni

Fustigeant la stratégie de l'EO, qui en juin 2019 avait déjà permis aux indépendantistes de prendre le « perchir » du Congrès, les loyalistes de L'Avenir en confiance ont estimé « que l'élection d'un indépendantiste à la présidence du gouvernement serait un déni de démocratie ». « Nous nous y opposerons de toute la force de nos convictions », ont précisé ces représentants dans un communiqué publié vendredi.

## Samuel Hnepeune, grand

Les élus du Congrès se réunissent ce mercredi afin d'élire les membres du 17<sup>e</sup> gouvernement. Les indépendantistes, avec l'Éveil océanien, sont en passe de présider ce nouvel exécutif collégial. Mais mardi soir, les états-majors de l'UC et de l'UNI tentaient toujours d'aligner leurs points de vue.



L'élection du nouveau gouvernement a lieu ce mercredi après-midi par les 54 élus du Congrès, dans l'hémicycle de la province Sud, l'institution du Boulevard Vauban étant en travaux.

Photo Nicolas Petit

**Yann Mainguet**

### ■ Quelle séance ?

Les 54 conseillers du Congrès se retrouvent, ce mercredi après-midi, pour l'élection des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, non pas dans l'hémicycle de l'institution boulevard Vauban fermée en raison de travaux de rénovation, mais à la province Sud, Baie de la Moselle, à N'ouméa. La séance revêt un caractère exceptionnel dans le calendrier, puisque cette désignation fait suite à la chute de l'exécutif due à la démission de ses représentants indépendantistes le mardi 2 février. Chaque intervalle référendaire aura donc connu un renouvellement de l'équipe gouvernementale.

Quatre listes, composées chacune de quatorze noms, ont été déposées afin d'élire les onze membres de ce 17<sup>e</sup> gouvernement calédonien : celles des groupes politiques Union nationale pour l'indépendance (UNI), Calédonie ensemble, L'Avenir en confiance, enfin, UC-FLNKS et nationalistes et l'Éveil océanien. Est organisé ce mercredi un scrutin à

un tour, sans débat préalable. Le Congrès « façonne » l'exécutif à la proportionnelle. De l'avis d'experts, l'affaire ne devrait pas excéder trente minutes.

Au plus tard cinq jours après leur élection, les membres du gouvernement fraîchement désignés, convoqués par le haut-commissaire, choisissent le président et le vice-président. D'ordinaire, cette opération intervient dans la foulée de la séance. Donc, ce mercredi, dans le cas présent, sauf désaccord de fond, évidemment.

### ■ Quel probable scénario ?

Doté de trois élus, le parti charnière du Congrès, l'Éveil océanien, a les cartes en main pour définir la sensibilité majoritaire du prochain exécutif. Or, la formation ouvertement communautaire à son lancement a appliqué une certaine logique de groupe - même si les tractations ont duré jusqu'à la dernière minute avec Les Loyalistes -, et s'est alliée aux représentants de l'« UC-FLNKS et nationalistes », pour la composition de la liste. Ce qui augure, sauf énorme surprise, de la couleur du



Six membres du 16<sup>e</sup> gouvernement de la Nouvelle-Calédonie sur onze pourraient être reconduits dans le prochain exécutif.

Photo Thierry Perron

vote. Avec cet appui de l'EO, les indépendantistes obtiendraient ainsi six sièges - en réalité, cinq et un - sur onze au gouvernement. La présidence basculerait dans la mouvance pro-Kanaky. Du jamais vu depuis 1982 avec Jean-Marie Tjibaou. Il y a près de quarante ans.

### ■ Qui ?

À la lecture des listes, si ce possible schéma se concrétise, le 17<sup>e</sup> gouvernement serait animé par quatre

membres de l'UC-FLNKS et nationalistes et l'Éveil océanien (Samuel Hnepeune, Gilbert Tyuienon, Mickaël Forrest et Vaimu'a Muliava), deux « UNI » (Louis Mapou et Yannick Slamet), quatre du groupe « L'Avenir en confiance » (Thierry Santa, Christopher Gygès, Isabelle Champmoreau et Yoann Lecourieux), enfin un affilié « Calédonie ensemble » (Joseph Manauté). La question centrale se niche dans l'attribution de la présidence. Sur le

papier, Samuel Hnepeune figure en bonne place pour revêtir le costume. Le Drehu, jusqu'à présent PDG de la compagnie aérienne Aircal, vient de se retirer du pilotage du Medef-NC, non sans ambition, on peut l'imaginer. Surtout, le profil de cet homme réputé consensuel et modéré, tourné vers le développement économique, a « accroché » l'intérêt de l'Éveil océanien. Et ainsi facilité le rapprochement sur la liste soumise au vote ce jour.

### ■ Quels secteurs ?

Le gouvernement calédonien doit charger chacun de ses membres de contrôler un secteur de l'administration dans les dix jours suivant l'élection de cette équipe. La répartition de ces « portefeuilles » au sein de l'exécutif peut générer un lourd débat entre indépendantistes et loyalistes, dans ce contexte de changement de majorité.

Une urgence demeure, le vote du budget 2021.

Et, même si le gouvernement n'est pas aux commandes dans ce dossier, un désaccord surgit au premier plan, sur le projet de cession de l'usine Vale NC.